

Mesdames et Messieurs qui nous représentez,

Nous partons du principe républicain qui fonde nos démocraties modernes : la LIBERTÉ DE CHOIX en conscience éclairée. C'est ce principe qui guide notre Procès citoyen Linky. Nous nous adressons donc à votre conscience et à votre sens critique qui doivent guider vos choix politiques. Or, de plus en plus, des diktats technologiques nous sont imposés sans aucun recul ni réflexion sur le fond et l'impact sur nos sociétés. Si la participation citoyenne devient superflue, alors l'esprit démocratique est menacé.

En mai-juin 2024, nous vous avons adressé une première version de notre *Procès citoyen Linky (ou Lettre ouverte)* qui allait bien au-delà de doléances et de constats négatifs concernant ce qui est beaucoup plus qu'un « vulgaire compteur ».

Lisez ou relisez très attentivement, point par point, l'argumentaire de ce Procès, ce que très peu parmi vous semblent, hélas, avoir fait.

Comment cautionner le projet Linky quand on connaît la Conférence de Vilnius et « l'expertise » de Capgemini validant ce projet inutilement sophistiqué et ruineux au détriment de l'utilisateur ; quand on a lu les deux rapports de la Cour des comptes **accablants** - ainsi que celui de l'ADEME -, démontrant que le Linky est peu utile pour les usagers et qu'ils en paient sévèrement le prix ; ou que l'on a été informés des critiques du CRIIREM quant aux protocoles de mesures de l'ANFR, des rapports des assureurs qui ont compris qu'il fallait appliquer le doute scientifique et le principe sanitaire de précaution. Celles et ceux qui nous représentent sont pourtant censés défendre « l'intérêt général » et la santé publique.

Comment pouvez-vous regarder ailleurs quand le système Linky cause plusieurs problèmes et nuisances à beaucoup d'utilisateurs qui le refusent ? Une très large majorité dans notre pays a conscience de la gravité des enjeux énergétiques et écologiques, et ne voit pas concrètement l'utilité du Linky au quotidien ni en quoi il nous permet de réaliser des économies.

Quand plus d'un million de pauvres paient le prix fort d'une politique énergétique de privatisation d'un bien commun qu'est l'électricité, que le Linky est l'instrument qui permet d'éviter toute empathie et humanité élémentaire pour leur couper l'électricité en « distanciel » ou réduire leur puissance de 6 à 1 kWh, nous avons honte.

Le tissu de notre démocratie, de plus en plus troué, ne peut tolérer davantage les diktats technologiques imposés « de haut » et d'en haut, de force et à l'usure, sans expertise indépendante et contradictoire, ni consultation citoyenne. Le Linky en est un regrettable exemple, qui implique un choix de société et un mode de gouvernance plus que discutables.

Nous parlons du « devenir à la chinoise » du monde du Tout-électronumérique connecté de contrôle général. Si le Linky est technologiquement déjà bien daté, il est évolutif et il participe de cette très préoccupante dérive sur le socle même de ce qui fonde nos libertés et l'esprit de notre démocratie. Dans une démocratie digne de ce nom : la connexion doit être une libre option, pas une obligation.

Nous avons reçu bien peu de réponses de votre part, et, comme convenu dans notre *Lettre ouverte* de juin, nous l'avons fait savoir à des centaines de citoyens dans le pays.

Il y a de quoi être particulièrement inquiets, pour vous comme pour nous. Les retours que nous avons eus manifestaient un fort mécontentement : « Elles et ils ne nous représentent plus, mais ils représentent manifestement les lobbys auxquels ils sont soumis de plus en plus. Ils ne sont plus à l'écoute des objections citoyennes malgré la qualité de la réflexion critique d'ONG et d'associations indépendantes. Ont-ils vraiment pris la peine de se pencher attentivement sur le sujet Linky et d'en mesurer toutes les conséquences ? »

Au bout du compte, alors qu'il prétendait nous permettre de faire des économies, à nous, usagères et usagers, le Linky nous a déjà coûté et nous coûtera encore très cher au seul bénéfice d'Enedis SA et de fournisseurs privés faisant ainsi un curieux usage de « l'intérêt général ». En ces temps de grandes confusions sociétales et de recul du débat citoyen, il pose de sérieux problèmes sur plusieurs plans : la liberté, la cybersécurité, et une *écologie très matérielle*. *Ce compteur n'est en rien écologique ni économique pour nous, usagères et usagers – au contraire –, en plus d'être potentiellement nocif pour notre santé. Nous le démontrons pour peu que l'on veuille nous lire attentivement et nous sommes prêts pour un débat contradictoire sur le fond qui n'a jamais eu lieu.*

Il n'y a eu *aucun* contrôle parlementaire des actions (ou exactions) d'Enedis SA, *aucune* enquête-bilan avec des experts indépendants. Enedis ne peut être, en République, « un État dans l'État ».

Et comme il s'agit aussi, entre autres problèmes soulevés dans notre *Procès, d'une question de santé publique et d'un devoir d'humanité* à l'égard des électrohypersensibles (EHS) socialement invisibilisés et dont le nombre ne cesse de s'accroître, mais aussi des personnes malades et précaires, nous attendons de vous, en responsabilité civique et humaine, **une réaction au cours du 1^{er} semestre 2025**, à savoir une remise à plat du problématique système Linky dont la douteuse efficacité aura commis et commettra encore beaucoup de dégâts, si bien qu'il doit non seulement ne pas être imposé, mais être intégralement repensé.

Puisque nous démontrons, par examen des faits, qu'il y a de sérieuses questions qui se posent, nous demandons l'exercice en droit de *notre libre choix d'avoir un compteur non connecté et certainement pas un Linky, et de ne pas en être pénalisés*.

Que nous ayons, après notre enquête internationale, le compteur électrique le plus ruineux pour l'utilisateur et le plus intrusif en Europe, probablement l'un des plus sanitaires nocifs surtout en raison de son CPL, peu fiable et de bien courte durée de vie, devrait interpeller.

Après dix ans de remontées des divers problèmes occasionnés que vous avez dû recueillir en nombre, une enquête-bilan devrait donc être diligentée par le Parlement. C'est ce que nous demandons. Et nous comptons sur vous.

Veillez, Mesdames et Messieurs, recevoir l'assurance de nos salutations citoyennes respectueuses, mais bien attristées et inquiètes pour notre démocratie (ou ce qu'il en reste, hélas).